

Ainsi, entre deux dettes dont l'une est échue tandis que l'autre ne l'est pas, l'imputation doit être faite sur la première.

Si toutes les dettes sont également échues, l'imputation se fera sur celle dont l'extinction doit procurer le plus grand profit au débiteur, par conséquent sur la dette qui produit des intérêts plutôt que sur celle qui n'en produit pas, sur la dette hypothécaire ou privilégiée plutôt que sur la dette chirographaire, sur la dette non contestée plutôt que sur celle contestée, sur la dette cautionnée plutôt que sur celle qui ne l'est pas ; car, en payant la dette cautionnée, le débiteur se libère envers deux personnes, le créancier et la caution, tandis qu'il ne se libérerait qu'envers une seule en payant la dette non cautionnée. On suivrait les mêmes règles pour l'imputation à faire entre plusieurs dettes dont aucune ne serait échue ; l'imputation devrait toujours être dirigée sur la dette que le débiteur avait le plus d'intérêt à acquitter.

En supposant qu'il s'agisse de dettes qui sont toutes échues ou toutes non échues et que le débiteur n'ait pas d'intérêt à l'extinction de l'une plutôt que de l'autre, l'imputation se fera sur la dette la plus ancienne, expression qui nous paraît désigner la dette qui est née la première et non celle qui est échue la première, la loi parlant de l'ancienneté de la dette et non de l'échéance.

Enfin, au cas où l'application des règles qui viennent d'être exposées donnerait un résultat négatif, c'est-à-dire ne permettrait pas de déterminer la dette sur laquelle le paiement doit être imputé, l'imputation devra être faite proportionnellement sur les diverses dettes.

§ IV. Des offres de paiement et de la consignation.

1014. Il arrive quelquefois qu'un créancier, par caprice ou pour tout autre motif, refuse de recevoir le paiement de ce qui lui est dû. Cette résistance ne doit pas nuire au débiteur, qui peut avoir intérêt à se libérer, notamment pour se décharger des risques de la chose ou pour faire cesser le cours des intérêts. La loi lui permet de se créer une situation équivalente à celle que lui procurerait un paiement par le moyen d'offres réelles suivies de consignation. C'est ce que dit l'art. 1257, ainsi conçu : « Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte. — Les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur ; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier ».

Les offres réelles consistent dans la présentation effective de la chose due au créancier ; on oppose les offres réelles aux offres verbales ou labiales.

La consignation (de *cum signare*, parce que les espèces consignées étaient autrefois enfermées dans des sacs cachetés) est le dépôt de la chose due dans un lieu désigné par la loi ou par la justice, où elle demeure à la disposition du créancier.

Ce sujet est traité par le Code civil d'une manière très défectueuse ;

tout y est confondu. Nous parlerons successivement de la procédure des offres réelles et de la consignation, et de leurs effets.

N° 1. Procédure des offres réelles et de la consignation.

1015. La procédure des offres réelles et de la consignation varie, suivant qu'il s'agit : 1° d'une dette de somme d'argent, 2° d'une dette de corps certain, 3° d'une dette de chose indéterminée autre qu'une somme d'argent.

I. Dettes de sommes d'argent.

A. Offres réelles.

1016. « Pour que les offres réelles soient valables », dit l'art. 1258, » il faut,

« 1° Qu'elles soient faites au créancier ayant la capacité de recevoir, » ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui » ;

Par exemple au mandataire conventionnel du créancier, ou à son mandataire légal, envoyé en possession provisoire, tuteur, etc.

« 2° Qu'elles soient faites par une personne capable de payer » ;

Autrement le créancier serait en droit de refuser le paiement qui lui est offert, parce qu'il peut craindre l'exercice d'une action en répétition.

« 3° Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages » ou intérêts dus, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non » liquidés, sauf à la parfaire » ;

Il n'est pas nécessaire que la somme offerte pour les frais non liquidés soit approximativement égale au montant de ces frais ; une somme quelconque suffit. Ainsi une décision judiciaire a déclaré suffisante l'offre d'une somme de 42 fr. pour des frais non liquidés, qui furent plus tard taxés à la somme de 4607 fr. !

« 4° Que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier » ;

Le débiteur pourrait valablement faire des offres réelles valables avant l'expiration du terme, s'il a été stipulé en sa faveur : ce qu'on doit d'ailleurs présumer dans le doute (art. 1487).

« 5° Que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit » arrivée » ;

Il ne s'agit ici que de la condition suspensive, qui, tenant en suspens l'existence même de la dette, permet au créancier de refuser le paiement offert par anticipation. Le refus du créancier ne serait pas légitime, s'il s'agissait d'une dette contractée sous une condition résolutoire non encore accomplie ; car la condition résolutoire ne suspend pas l'existence de l'engagement, mais seulement sa résolution.

« 6° Que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le » paiement, et que, s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du » paiement, elles soient faites ou à la personne du créancier, ou à son do- » micile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention » ;

Lorsqu'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, il doit être fait au domicile du débiteur (art. 1247). Notre texte fait perdre au débiteur le bénéfice de cette disposition, en l'obligeant dans ce cas à faire les offres réelles au domicile du créancier ; la loi rend ainsi portable une dette qui était quérable. Peut-être eût-il été

plus juridique de décider que, dans cette hypothèse, les offres réelles seraient remplacées par une sommation, donnée au créancier, de venir recevoir le paiement au domicile du débiteur.

Il peut se faire que l'huissier, chargé de faire les offres réelles, ne trouve personne au domicile du créancier ou au lieu désigné pour le paiement. Il y aurait lieu alors d'appliquer par analogie l'art. 68 du Code de procédure civile.

« 7° Que les offres soient faites par un officier ministériel ayant caractère pour ces sortes d'actes ».

Ordinairement les offres sont faites par un huissier; on s'accorde à reconnaître qu'elles peuvent l'être également par un notaire.

8° A ces sept conditions il y a lieu d'en ajouter une huitième, qui résulte des art. 812 et 813 du Code de procédure civile, ainsi conçus : « Tout procès-verbal d'offres désignera l'objet offert, de manière qu'on ne puisse y en substituer un autre; et si ce sont des espèces, il en contiendra l'énumération et la qualité » (art. 812). — « Le procès-verbal fera mention de la réponse, du refus ou de l'acceptation du créancier, et s'il a signé, refusé ou déclaré ne pouvoir signer » (art. 813).

1017. Si le créancier accepte les offres faites par l'officier ministériel, celui-ci paie et retire une quittance. Les frais des offres réelles demeurent alors à la charge du créancier (arg., art. 1260), pourvu toutefois que le débiteur justifie qu'il avait fait préalablement des offres verbales au créancier et que celui-ci les a refusées; car autrement les frais des offres réelles auraient été occasionnés par la faute du débiteur, qui n'est autorisé à employer ce moyen de se libérer qu'en cas de refus du créancier (arg., art. 1257 al. 1), et il serait juste qu'il les supportât.

2. Consignation.

1018. Si le créancier refuse de recevoir les offres valablement faites par le débiteur, celui-ci peut consigner sans avoir besoin de s'y faire autoriser préalablement par la justice. C'est ce que dit l'art. 1259, qui indique en même temps les conditions requises pour la validité de la consignation.

Art. 1259. « Il n'est pas nécessaire, pour la validité de la consignation, qu'elle ait été autorisée par le juge : il suffit,

» 1° Qu'elle ait été précédée d'une sommation signifiée au créancier, et contenant l'indication du jour, de l'heure et du lieu où la chose offerte sera déposée »;

Grâce aux indications que lui fournit cette sommation, le créancier pourra se présenter au moment où la consignation doit avoir lieu et empêcher le dépôt en acceptant la chose offerte.

La sommation exigée par l'art. 1259-1° n'est pas nécessaire, parce qu'elle est impossible, lorsqu'il s'agit d'une dette constatée par un effet à ordre ou au porteur; car le débiteur ignorera presque toujours en pareil cas quel est le titulaire de l'effet. Une loi du 6 thermidor de l'an III, encore en vigueur aujourd'hui, autorise en pareil cas le débiteur à consigner sans autre forme de procès, si le débiteur ne s'est pas

présenté dans les trois jours qui suivent celui de l'échéance. Le dépôt consommé, le débiteur ne sera tenu qu'à remettre au porteur l'acte de dépôt en échange de l'effet.

« 2° Que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte, en la remettant dans le dépôt indiqué par la loi pour recevoir les consignations, avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt »;

Pour les dettes de sommes d'argent, le dépôt doit être effectué dans une caisse spéciale, appelée *Caisse des dépôts et consignations*, qui a été créée par la loi du 18 avril 1816 (art. 110 et 111). A Paris, il existe un préposé spécial pour cette caisse; dans les chefs-lieux de département, elle est tenue par les trésoriers payeurs généraux, et dans les chefs-lieux d'arrondissement par les receveurs particuliers des finances. — La Caisse des dépôts et consignations sert l'intérêt à 3 % des fonds qu'elle reçoit à dater du 61^e jour depuis le versement.

« 3° Qu'il y ait eu procès-verbal dressé par l'officier ministériel, de la nature des espèces offertes, du refus qu'a fait le créancier de les recevoir, ou de sa non-comparution, et enfin du dépôt ».

L'officier ministériel, qui dresse ce procès-verbal, n'est pas nécessairement celui par le ministère duquel ont été faites les offres réelles, bien que la loi dise « par l'officier ministériel » et non par un officier ministériel.

« 4° Qu'en cas de non-comparution de la part du créancier, le procès-verbal du dépôt lui ait été signifié avec sommation de retirer la chose déposée ».

II. Dettes de corps certains.

1019. « Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose, et que le débiteur ait besoin du lieu dans lequel elle est placée, celui-ci pourra obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu » (art. 1264).

Dans l'hypothèse où se place cet article, c'est-à-dire lorsque la dette a pour objet un corps certain qui doit être payé au lieu où il se trouve, les offres réelles sont remplacées par une sommation adressée au créancier de venir prendre livraison de la chose.

Le débiteur peut s'en tenir là, et laisser la chose où elle se trouve s'il n'a pas besoin de l'emplacement qu'elle occupe. Dans le cas contraire, il demandera à la justice de désigner un autre lieu où il sera autorisé à la déposer; la loi n'a pas pu déterminer ce lieu d'avance, comme elle l'a fait pour les sommes d'argent, parce qu'il variera nécessairement suivant la nature de la chose due.

Ainsi, dans notre hypothèse, les offres réelles sont remplacées par une sommation, et, quant à la consignation, elle est facultative pour le débiteur.

La loi ne prévoit pas le cas où le corps certain, qui fait l'objet de la dette, doit être livré en un lieu déterminé autre que celui où il se trouve actuellement; mais son silence sur ce point peut être facilement suppléé. Le débiteur commencera par transporter la chose au lieu où elle doit être livrée; cela fait, il sera désormais débiteur d'un corps certain payable au lieu où il se trouve, et il n'y aura qu'à appliquer pour le surplus l'art. 1264.

Si, d'après la convention, le corps certain, qui fait l'objet de l'obligation, doit être livré au domicile du créancier, alors on se trouve tout à fait en dehors des prévisions de l'art. 1264. Nous croyons que dans cette hypothèse le débiteur devrait, conformément à l'art. 1257, qui, ainsi que nous le dirons bientôt, contient le droit commun sur cette matière, faire des offres réelles au domicile du créancier, par conséquent y faire transporter la chose, et, au cas de refus par le créancier de la recevoir, faire désigner par la justice un lieu où il sera autorisé à la déposer.

III. *Dettes de choses indéterminées autres qu'une somme d'argent.*

1020. Il s'agit par exemple d'une dette de 20 hectolitres de froment, de 500 kilogrammes de sucre, de 10 barriques de vin. Le créancier refuse de recevoir ce qui lui est dû, et le débiteur veut se libérer; comment procédera-t-il? D'après une opinion qui compte de nombreux suffrages, le débiteur devrait commencer par individualiser la chose qu'il entend payer, par exemple faire enfermer dans des sacs le blé qu'il destine à son créancier; sa dette se trouvant ainsi transformée en une dette de corps certain, il y aurait lieu d'appliquer l'art. 1264, c'est-à-dire que les offres réelles seraient remplacées par une sommation, donnée au créancier, de venir prendre livraison de la chose, et que, faute par le créancier d'obtempérer à cette sommation, le débiteur pourrait conserver la chose au lieu où il l'a placée, ou se faire autoriser par la justice à la déposer ailleurs.

Mais comment admettre que le débiteur puisse ainsi, de sa propre autorité, transformer sa dette d'une chose indéterminée en une dette de corps certain? Pour être opposable au créancier, cette transformation devrait avoir obtenu son assentiment; car enfin c'est la volonté commune des parties qui a déterminé la nature de la dette, et cette volonté commune paraît nécessaire pour la changer. Il ne dépend donc pas de la seule volonté d'un débiteur de quantité de devenir débiteur d'un corps certain, et par suite le débiteur ne peut pas invoquer l'art. 1264. Ce texte étant écarté, il ne reste plus qu'à appliquer le droit commun: ce qui conduit à décider que le débiteur devra faire des offres réelles au créancier, c'est-à-dire lui présenter effectivement la chose qu'il lui destine, et, si le créancier refuse de la recevoir, la consigner en un lieu qu'il fera désigner par la justice. Nous disons que c'est là le droit commun. En effet l'art. 1257 pose le principe des offres réelles et de la consignation dans les termes les plus généraux: il dit que le débiteur, pour se libérer envers son créancier qui refuse de recevoir, doit faire des offres réelles et consigner la somme ou la chose offerte. Le principe ne s'applique donc pas seulement aux dettes de sommes d'argent, mais à toutes les dettes en général. Cette induction est confirmée par l'art. 842 du Code de procédure civile, qui dispose que: « Tout procès-verbal d'offres désignera l'objet » offert..., et si ce sont des espèces, il en contiendra l'énumération et la qualité ». C'est dire très clairement que les offres réelles peuvent être nécessaires pour des choses autres que des sommes d'argent. La règle est donc que le débiteur doit, pour

se libérer envers son créancier qui refuse de recevoir, faire des offres réelles et consigner, et cette règle devra s'appliquer dans tous les cas où il n'existera pas un texte spécial qui y déroge. Or l'art. 1264, qui autorise le débiteur à remplacer les offres réelles par une sommation et le dispense de la nécessité de consigner, n'est relatif qu'à l'hypothèse où la dette a pour objet un corps certain payable au lieu où il se trouve. Donc, en dehors de cette hypothèse, les offres réelles et la consignation sont nécessaires conformément au droit commun. — Il est vrai qu'au point de vue pratique la solution à laquelle nous adhérons présente de graves inconvénients; elle oblige quelquefois le débiteur à transporter à grands frais au domicile du créancier des marchandises susceptibles d'être détériorées ou encombrantes; mais cet inconvénient, qui aurait peut-être dû déterminer le législateur à édicter une autre règle pour ce cas, n'autorise pas l'interprète à modifier celle qu'il trouve établie.

No 2. Effets des offres réelles suivies de consignation.

1021. Pothier dit au n° 573 de son *Traité des Obligations*: « La consignation n'est pas proprement un paiement: car le paiement renferme essentiellement la translation de la propriété de la chose qui est payée, en la personne du créancier. Or il est évident que la consignation ne transfère pas la propriété de la chose consignée en la personne du créancier, le créancier ne pouvant l'acquérir qu'en recevant volontairement la chose qui lui est offerte... Mais quoique la consignation qui se fait sur le refus du créancier de recevoir la chose ou la somme à lui due qui lui est offerte, ne soit pas un véritable paiement, néanmoins, lorsqu'elle est faite valablement, elle équipolle à un paiement, et elle éteint la dette, de même que l'éteindrait le paiement réel qui serait fait au créancier... ». Ce passage de l'illustre auteur a été condensé dans l'al. 2 de l'art. 1257 déjà cité plus haut. La loi dit que les offres suivies de consignation *tiennent lieu de paiement*, c'est-à-dire qu'elles procurent au débiteur une situation analogue à celle que lui procurerait un paiement, et elle en déduit cette double conséquence: 1° que, si la chose due est une somme d'argent, les intérêts cessent de courir au profit du créancier; 2° que la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier: ce qui signifie qu'elle continue à être à ses risques si elle y était déjà, et que dans le cas contraire elle passe à ses risques. Tout cela revient à dire que le débiteur est libéré par les offres réelles suivies de consignation, et c'est effectivement ce que commence par dire l'art. 1257 al. 2.

1022. La libération du débiteur ne date que de la consignation, et non des offres réelles, comme l'ont soutenu quelques auteurs. Dans cette dernière opinion, on considère la consignation comme n'étant qu'une condition suspensive, à laquelle serait subordonnée l'efficacité des offres réelles, et qui, une fois accomplie, produirait un effet rétroactif au jour des offres (arg., art. 1179). Cette manière de voir est principalement fondée sur ces mots de l'art. 1257 al. 2. « Les offres réelles suivies » d'une consignation libèrent le débiteur ». Donc, dit-on, ce sont les offres qui libèrent le débiteur sous la condition qu'il consignera. Mais cette induction se trouve démentie par ce que dit le législateur quelques lignes plus loin: « la chose ainsi consi-

gnée demeure aux risques du débiteur » ; s'il était vrai, comme on le prétend, que le débiteur est libéré par les offres sous la condition suspensive de la consignation, les risques, pendant le temps intermédiaire entre les offres et la consignation, devraient être au compte du créancier en vertu de l'effet rétroactif de la condition accomplie. D'autre part, si la théorie que nous combattons était fondée, il en résulterait que les intérêts doivent cesser de courir à la charge du débiteur à compter du jour des offres ; or l'art. 4259-2^o dit très positivement qu'ils courent *jusqu'au jour du dépôt*, et c'est ce que dit également, en termes un peu différents il est vrai, l'art. 816 du Code de procédure civile : « Le jugement qui déclare les offres valables... prononce la cessation des intérêts du jour de la *réalisation* », c'est-à-dire du jour du *dépôt*, ainsi que l'a expliqué très positivement Tarrille. Cette déclaration catégorique du rapporteur de la loi ne permet pas, ce semble, d'équivoquer sur le sens du mot *réalisation*, et de soutenir, comme on l'a fait, que la loi prend ici ce mot dans le sens spécial que lui donnait la jurisprudence du Châtelet de Paris, comme désignant la *réitération des offres faite à l'audience*. D'autant plus qu'on se trouverait ainsi conduit à reconnaître que le Code de procédure a modifié sur ce point le Code civil ; or le rapporteur de la loi a encore affirmé positivement le contraire.

1023. L'acquisition de la propriété supposant la volonté d'acquérir, il en résulte, nous l'avons déjà dit, que les offres réelles et la consignation ne suffisent pas pour transférer la propriété au créancier ; car, si elles impliquent une volonté de sa part, c'est plutôt celle de ne pas devenir propriétaire de la chose consignée ; or *dominium invito non acquiritur*. Le créancier ne deviendra propriétaire de la chose consignée que du jour où il pourra être considéré comme ayant eu la volonté de le devenir, c'est-à-dire, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, à dater du jour où la consignation a été acceptée par lui ou devra être réputée telle. Jusque-là le débiteur conservera la propriété de la chose consignée, à supposer qu'elle lui appartint avant cette époque. L'art. 1261 tire une conséquence importante de ce principe : « *Tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer ; et s'il la retire, ses codébiteurs ou ses cautions ne sont point libérés* ». Adde avis du Conseil d'État du 16 mai 1810, aux termes duquel le receveur de la caisse, où la consignation a été faite, est tenu de rendre la somme consignée au débiteur qui en réclame la restitution, toutes les fois qu'il n'existe aucune acceptation ou opposition dûment signifiée.

On voit que la libération du débiteur qui a consigné n'est que conditionnelle ; elle est subordonnée à cette condition, qu'il ne retirera pas sa consignation ; s'il la retire, la dette est considérée comme n'ayant jamais été éteinte, et par suite l'engagement des codébiteurs ou des cautions subsiste.

Nous avons dit par anticipation que, lorsque le créancier a accepté la consignation, il en devient propriétaire. La dette est alors définitivement éteinte comme elle le serait par un paiement fait directement entre les mains du créancier. Par suite les codébiteurs et les cautions sont définitivement libérés ; ils n'ont plus à craindre, comme dans l'hypothèse

précédente, de voir leur engagement revivre par un retrait de la consignation. D'autre part, tous les accessoires de la dette, tels que privilèges ou hypothèques, sont définitivement éteints.

A l'acceptation du créancier la loi assimile, en vertu de la règle *Judicis quasi contrahimus*, la quasi-acceptation résultant d'un jugement définitivement investi de l'autorité de la chose jugée, qui déclare la consignation bonne et valable : ici encore l'obligation sera donc définitivement éteinte avec tous ses accessoires.

1024. Dans l'un et l'autre cas, le débiteur ne peut certainement plus retirer sa consignation sans le consentement du créancier ; car il a perdu tout droit sur la chose consignée. En fait cependant, le débiteur peut éluder cette règle, tant que l'acceptation du créancier ou le jugement qui déclare la consignation bonne et valable n'ont pas été notifiés au receveur de la caisse où la consignation a été faite. Le créancier a donc intérêt à faire cette notification pour rendre la consignation irrévocable en fait comme elle l'est en droit. Toutefois, la volonté des parties étant souveraine tant qu'elles ne veulent rien de contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, il est certain que le créancier pourrait, renonçant au droit que son acceptation lui a fait acquérir sur la chose consignée, consentir à ce que le débiteur retire sa consignation ; car rien n'empêche le créancier de se dessaisir du droit qui lui est désormais acquis sur la chose consignée, et pourquoi ne pourrait-il pas le faire au profit du débiteur qui a fait la consignation aussi bien qu'au profit de tout autre ? Mais, qu'on le remarque bien, le retrait ainsi opéré ne ferait pas revivre la dette que la consignation a définitivement éteinte, ni par suite l'engagement des codébiteurs ou des cautions et les autres accessoires de la dette, tels que privilèges ou hypothèques. Seulement le retrait, en supposant que le créancier ne l'ait pas autorisé *donationis causa*, pourra faire naître à la charge du débiteur qui l'effectue une nouvelle dette, pour laquelle il sera libre au créancier de stipuler telles garanties qu'il jugera convenable. Ce seront des garanties nouvelles ; car les anciennes sont définitivement éteintes comme la dette à laquelle elles étaient attachées, et il n'est pas au pouvoir des parties de les faire revivre. Ainsi notamment, si la dette définitivement éteinte par la consignation était garantie par une hypothèque, le créancier pourra bien stipuler pour la nouvelle créance, que fait naître à son profit le retrait de la consignation, une nouvelle hypothèque ; mais elle ne prendra rang qu'à dater de son inscription, sans qu'il soit possible aux parties de lui assigner, au préjudice des autres créanciers inscrits sur l'immeuble, le rang qu'avait la première hypothèque.

Nous venons d'analyser les art. 1262 et 1263, ainsi conçus :

Art. 1262. « *Lorsque le débiteur a lui-même obtenu un jugement passé en force de chose jugée, qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et valables, il ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation au préjudice de ses codébiteurs ou de ses cautions* ».

Art. 1263. « *Le créancier qui a consenti que le débiteur retirât sa consignation après qu'elle a été déclarée valable par un jugement qui a acquis force de chose jugée, ne peut plus pour le paiement de sa créance exercer les privilèges ou hypothèques qui y étaient attachés : il n'a plus d'hypothèque que du jour où l'acte par lequel il a consenti que la consignation fût retirée aura été revêtu des formes requises pour emporter l'hypothèque* » que ».

N^o 3. Frais des offres réelles et de la consignation.

1025. « *Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables* » (art. 1260).